



Communiqué de presse contre l'ordre des masseurs kinésithérapeutes et pédicures podologues

Une quarantaine de masseurs-kinésithérapeutes et pédicures podologues d'Ile de France sont venus soutenir jeudi 28 février leurs jeunes collègues à qui la DASS de Paris refusait l'enregistrement de leur diplôme et le N° ADELI, sous prétexte qu'elles n'étaient pas inscrites à l'ordre des masseurs kinésithérapeutes.

Après 2 heures de discussions et, renseignements pris au ministère, la DASS de Paris a admis qu'il n'y avait pas d'antériorité entre les 2 inscriptions et a accepté les dossiers des jeunes kinésithérapeutes.

Les Kinésithérapeutes et les Pédicures Podologues d'Ile de France, salariés et non salariés sont en majorité contre cet ordre imposé, dont les cotisations annuelles (130 euro pour les kinés, 200 euro pour les cadres et 280 euro pour les pédicures) sont une insulte faite aux salariés comparés à leurs revenus.

Le train de vie de l'Ordre, avec des locaux nationaux dans le 17^{ème} et des locaux parisiens dans le 15^{ème}, les indemnités journalières de 500 euro (!!!) pour les élus, font craindre qu'à l'avenir, le montant de la cotisation soit encore plus importante.

Au 21^{ème} siècle, alors que leur existence même est remise en cause en Europe, du fait des dérives importantes (voir l'ordre des médecins de Paris), il semble inconcevable de créer des ordres, réclamés par des minorités (- de 11% de votants aux élections) et d'obliger les masseurs kinésithérapeutes et les pédicures podologues à s'inscrire à un ordre dont ils ne veulent pas.

Aujourd'hui, plus de 70 % des masseurs kinésithérapeutes de l'AP-HP, ainsi que d'autres en Ile de France (78, 91...) et dans le reste de la France, sont en mouvement et refusent d'encadrer les étudiants pour alerter le ministère qui les ignore.

Le ministère fait la sourde oreille et laisse des milliers d'étudiants sans stages du fait de son autisme. Il porte la responsabilité d'empêcher le Diplôme d'Etat d'avoir lieu en juin.

Le syndicat SUD santé soutient les masseurs kinésithérapeutes et les pédicures podologues dans leur lutte contre les ordres et appelle l'ensemble des infirmières à se joindre au rassemblement du mardi 11 mars à 13 h 30 devant le ministère de la santé et de boycotter les élections des représentants à l'ordre infirmier le 24 avril, pour l'abolition de tous les ordres.

Le ministère de la santé est seul responsable de la situation, puisqu'aux demandes de rendez-vous, Madame Bachelot a fait savoir que son planning ne lui permet pas de nous recevoir.

Les futurs diplômés kinésithérapeutes et pédicure podologue ne sont donc pas une priorité pour ce gouvernement : nous en prenons acte !!!